

Direction des **Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie**

1 allée du Château

CS 45001

57085 METZ Cedex 03

Téléphone : 03-87-55-79-86

Télécopie : 03-87-55-77-01

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES **(C. C. A. P.)**

Etabli en application du code de la commande publique et selon les dispositions du Cahier des clauses administratives générales des fournitures courantes et services (CCAG-FCS).

LOCATION ET MAINTENANCE D'EQUIPEMENTS DE REPROGRAPHIE POUR LE CHR METZ-THIONVILLE

La procédure de consultation utilisée est celle de l'appel d'offres en application des articles R2124-1, R2124-2, R2161-1 et suivants du code de la commande publique.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 21 JANVIER 2022 A 12 HEURES

ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANTE

Le présent marché concerne la location et maintenance d'équipements de reprographie pour le CHR METZ-THIONVILLE.

Il est également demandé au fournisseur une reprise des équipements vétustes selon l'article 8 du CCTP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiqués dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le CHR de Metz Thionville est unique Pouvoir Adjudicateur pour l'ensemble des établissements membres du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord.

Pour la présente consultation, le CHR agit en son nom.

Les autres membres du Groupement Hospitalier de Territoire Lorraine Nord, sont :

Centre Hospitalier de BRIEY :

31 Avenue Albert de BRIEY, 54150 BRIEY

Centre Hospitalier Spécialisé de JURY :

BP 75088, 57073 JURY

Centre hospitalier Spécialisé de LORQUIN :

5 rue du Général De Gaulle, 57790 LORQUIN

Etablissement Public Départemental de Santé de GORZE :

163 rue de la Meuse, 57680 GORZE

Centre hospitalier de BOULAY :

1 rue de l'Hôpital, 57220 BOULAY

Groupement de Coopération Sanitaire Nord Lorraine UCPA

1 allée du château - 57085 METZ Cedex 3

En tant que membre associé du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord, l'Hôpital d'Instructions des Armées LEGOUEST pourra également être, au cas par cas, inclus dans le périmètre précité :

Hôpital d'Instructions des Armées LEGOUEST :

27 avenue de Plantières, 57070 METZ

A ce titre, le présent marché est susceptible de voir son périmètre évoluer pour inclure les besoins de ces établissements. Le cas échéant, ces évolutions feront l'objet de modifications de marchés dans le respect des conditions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT- DUREE ET MODE DE DEVOLUTION DU MARCHE

La présente consultation est lancée sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2, R2161-1 et suivants du code de la commande publique.

Le présent marché est composé d'un lot unique pour assurer la cohérence technique de l'ensemble du parc (copieurs et logiciel de gestion).

Les spécifications techniques des prestations donnant lieu au marché sont fixées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du marché.

ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ, VARIANTES ET PSE

La consultation aboutira à un accord cadre à bons de commande sans montant minimum et avec maximum de 1 250 000 € HT pour la durée totale du marché. Les quantités estimatives exprimées au BPU sont estimatives et non contractuelles.

L'accord cadre à bons de commande sera conclu pour une durée ferme de 5 ans à compter de la réception des équipements.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Les prestations du présent marché donneront lieu à exécution après notification d'un bon de commande comportant :

- La désignation du matériel (référence à l'offre retenue),
- Le lieu de réception du matériel,
- L'adresse de facturation.

Le bon de commande sera signé par le représentant légal du C.H.R. ou son délégué, et portera sur l'offre de base, et les éventuelles variantes techniques que le C.H.R. aurait décidé de retenir.

3-1- VARIANTES

Les variantes sont autorisées pour cette consultation et limitées aux aspects techniques et à une par candidat (les variantes par rapport à la vitesse des machines ne sont pas autorisées).

3-2- OPTIONS ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Il n'est prévu aucune prestation supplémentaire éventuelle pour cette consultation.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION

Le matériel devra en tout point être conforme à celui proposé dans l'offre retenue.

Le matériel acheté devra être livré complet dans le délai fixé sur le bon de commande.

ARTICLE 5– PRIX

Les prix proposés par le fournisseur retenu pour l'exécution des prestations du présent marché seront fermes pour toute la durée d'exécution du marché.

Les prix s'entendent nets, franco de frais de port, d'emballage, d'installation, pour un matériel livré et installé dans le service bénéficiaire.

ARTICLE 6–DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont dans l'ordre de priorité décroissante.

6-1- PIECES PARTICULIERES

- l'acte d'engagement contenant ou faisant référence à l'offre technique et financière du fournisseur ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi.

6-2- PIECES COMMUNES

Les pièces communes ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

ARTICLE 7-<u>DELAI ET CONDITIONS DE LIVRAISON</u>
--

7-1- DELAI ET LIEU DE LIVRAISON

Le prestataire disposera d'un délai de 60 jours ouvrables à compter de la date de notification pour installer les équipements. Un PV de réception des installations signé par les deux parties constituera la date de départ du marché.

7-2- MODALITES DE LIVRAISON

- La livraison est accompagnée d'un bordereau de livraison numéroté présenté en double exemplaire. La signature par le livreur lui-même sera considérée comme nulle.
- Le bordereau de livraison comportera les mentions obligatoires suivantes :
 - le nom et l'adresse du titulaire du marché
 - la date de livraison
 - détermination exacte du matériel
 - les quantités livrées.
- En cas de retard de livraison imputable au titulaire, les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS seront susceptibles de s'appliquer (exécution de la fourniture aux frais et risques du titulaire).

7-3- TRANSPORT

- Le fournisseur livrera le matériel franco de port.
- Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire du marché.

7-4- INSTALLATION DU MATERIEL

Le matériel installé devra, en tout point, être conforme à celui proposé dans l'acte d'engagement. Le prestataire mettra en place le matériel gratuitement, y compris la fourniture de tous les éléments et accessoires complémentaires nécessaires au bon fonctionnement des appareils.

Tous les appareils devront être installés, et en état de fonctionnement.

L'administration vérifiera l'état apparent du matériel livré et formulera les réserves utiles auprès du prestataire.

A la mise à disposition, le titulaire devra présenter le procès-verbal de réception du matériel. Le numéro d'identification du copieur devra obligatoirement être précisé. Faute de remise de ce document, le marché ne pourra prendre effet et sera résilié de plein droit.

La réception du matériel et les essais seront réalisés en présence du prestataire le lendemain de la livraison, le prestataire étant dûment avisé. Si pendant ces opérations, les appareils, présentaient des défaillances qui sont du fait du transporteur, le prestataire en fera son affaire personnelle.

Tous les emballages devront être repris par le titulaire.

ARTICLE 8- LIVRAISON, VERIFICATIONS, DECISION D'ADMISSION

Le réceptionniste effectuera les opérations simples de vérification de conformité entre la livraison et le contenu de la commande correspondante :

- Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le titulaire devra reprendre l'excédent ou compléter la livraison ;
- Si les équipements livrés ne sont pas conformes aux spécifications du marché, ils pourront être rejetés et devront être remplacés immédiatement, y compris sur demande verbale de la Directrice de la Logistique, des Achats et de l'Hôtellerie ou de son représentant.

Il reste bien entendu que seule l'admission des produits livrés permet au titulaire de présenter une facture faisant courir le délai de paiement (voir art. 13).

ARTICLE 9 - GARANTIE DES MATERIELS

9-1 Garanties :

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de son admission après vérifications quantitative et qualitative.

9-2 Assurances des équipements et risques couverts :

Le titulaire devra avoir souscrit des assurances couvrant les risques : accident du travail, invalidité, et décès au bénéfice des agents effectuant les interventions sur les équipements, effectuant des interventions de formation des utilisateurs et de maintenance des équipements.

Le CHR Metz-Thionville est dégagée de toute responsabilité ou obligation en la matière.

Les équipements loués par le CHR Metz-Thionville et installés dans ses locaux, y compris les logiciels, sont couverts par une assurance souscrite par le titulaire, contre tout dommage susceptible d'être provoqué par les prestations réalisées dans le cadre du présent marché, y compris les dommages liés à un incendie ou une explosion.

Cette assurance est souscrite avec renonciation expresse à recours contre le CHR Metz-Thionville sauf en cas d'utilisation non-conforme aux instructions et au mode d'emploi livrés avec les équipements.

ARTICLE 10 – INTERETS MORATOIRES

- Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

- Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

- Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 11 - AVANCE FORFAITAIRE - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

AVANCE FORFAITAIRE : ARTICLES R2191-3 et suivants du code la commande publique

- L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le CHR Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à **50 000 € H.T.**, sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus dans le cadre B-2/ du formulaire d'acte d'engagement.
- L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.
- Pour un contrat de maintenance à l'attachement, le montant de l'avance est liée au montant du bon de commande de prestations à l'attachement : tout ordre de service ou bon de commande atteignant 50 000 € H.T. ouvre droit à l'avance forfaitaire.
- Le versement se fera alors dans les 50 jours suivant la notification du marché (pour un marché relatif à un contrat de maintenance Tous risques), ou la notification du 1^{er} ordre de service ou bon de commande portant demande d'exécuter la prestation (en particulier pour un marché relatif à un contrat de maintenance à l'attachement).

GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

- Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au CHR Metz-Thionville la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande.
- L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le CHR Metz-Thionville, dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

ARTICLE 12 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

- Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.
- Le CHR Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 13 - ETABLISSEMENT DES FACTURES

- Les factures reçues trimestriellement à terme échu, seront libellées à l'ordre du :

Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Etablissements	N° de SIRET	Code service
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510	

13-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€), seront établies en un original et une copie portant les indications suivantes :

- ▢ les noms et adresse du créancier ;
- ▢ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- ▢ le numéro et la date du marché ;
- ▢ la copie du bon de commande ;
- ▢ la désignation du matériel livré ;
- ▢ la date de livraison
- ▢ le prix unitaire H.T
- ▢ le montant hors T.V.A. de la fourniture ;
- ▢ le taux et le montant de la T.V.A. ;
- ▢ le montant total T.T.C. des fournitures livrées ;
- ▢ la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

13-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours à réception d'une facture conforme.

ARTICLE 14- PENALITES DE RETARD

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

- Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

où :

P = montant des pénalités,

V = valeur trimestrielle en € TTC des prestations sur laquelle est appliquée la pénalité,

R = nombre de jours calendaires de retard.

Au cas où le retard d'exécution fait obstacle à l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités substantielles du matériel, la valeur V prise en compte dans la formule ci-dessus sera celle correspondant à l'offre du fournisseur, sans que celui-ci puisse invoquer un quelconque début d'exécution de sa prestation.

- Lorsque le délai contractuel d'intervention de 4h visé à l'article 8 du CCTP est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par heure de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 70 € TTC. Le délai commence à courir dès la première heure de retard et s'achève à l'heure d'intervention incluse.

- Lorsque le délai contractuel de réparation de 24h visé à l'article 8 du CCTP est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 € TTC. Le délai commence à courir dès le premier jour de retard et s'achève au jour d'intervention inclus.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. : il n'est fixé aucun seuil d'exonération de pénalités.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

ARTICLE 15 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE (ARTICLE 45 DU CCAG-FCS)

- En cas de défaillance imputable au titulaire dans l'exécution de sa prestation, de prestation incomplète ou rejetée, de retard, ou de non remplacement dans les délais accordés ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, la Personne responsable du marché pourra se fournir là où elle le jugera utile.
- Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du titulaire défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à l'exécution effective des prestations par la tierce entreprise appelée en remplacement.
- En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et récupérée par titre de recette. A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

ARTICLE 16 – RESILIATION

Il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G.

ARTICLE 17 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le Trésorier
du Centre hospitalier régional Metz-Thionville,
1 allée du Château – CS 45001
57085 METZ CEDEX 03
tél. : 03 87 65 17 60, fax : 03 87 65 17 99.
e-mail : T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 18- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tous contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 19 – DEROGATION AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G. – F.C.S.

Fait à Metz, le 10 décembre 2021

La Directrice des Achats
de la Logistique et de l'Hôtellerie

Katia REBELO SEWASTIANOW



